

ATTESTATION POUR EMPLOIS D'ÉTÉ CANADA

RENCONTRE AVEC L'HONORABLE PATRICIA A. HAJDU, MINISTRE DE L'EMPLOI, DU DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DU TRAVAIL, LE 21 MARS 2018

L'attestation originale comprenait quatre énoncésⁱ. Comme vous le savez, un seul de ces énoncés a soulevé des inquiétudes pour de nombreux organismes. Le ou vers le 23 janvier 2018, on a publié des informations supplémentaires pour clarifier l'attestation originale.

ATTESTATION ORIGINALE	ATTESTATION PROPOSÉE
<p>L'emploi* et le mandat principal* de l'organisme sont conformes aux droits de la personne au Canada, y compris les valeurs sous-jacentes à la Charte canadienne des droits et libertés, ainsi que d'autres droits. Ceux-ci incluent les droits en matière de procréation et le droit de ne pas faire l'objet de discrimination fondée sur le sexe, la religion, la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, les déficiences mentales ou physiques, l'orientation sexuelle ou l'identité ou l'expression de genre.</p>	<p>Mon organisme se conforme à toutes les lois auxquelles il est soumis, y compris toutes celles qui ont trait aux droits de la personne et aux codes du travail et de l'emploi, et il n'utilisera les subventions d'Emplois d'été Canada que pour les activités énumérées dans notre demande. Mon organisme reconnaît que la Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés de tous les Canadiens et les Canadiennes.</p>

Informations supplémentaires

* **Organisme** : Il s'agit de l'entité qui présente une demande au titre du financement d'ÉÉC.

* **Mandat principal** : Il s'agit des principales **activités** entreprises par l'organisme et qui reflètent les services permanents qu'il offre à la communauté. Il ne correspond pas aux croyances ni aux valeurs de l'organisme.

* **Respect** : Les droits individuels de la personne sont respectés lorsque les activités principales d'un organisme, et les responsabilités de l'emploi ne cherchent pas à supprimer ou à miner activement ces droits existants.

Le programme d'ÉÉC ne financera pas les organismes dont les activités principales :

- impliquent des activités politiques partisans ;
- ne respectent pas – cherchent à écarter ou minent activement – des droits individuels reconnus au Canada.

ⁱ Voir par exemple: <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/financement/emplois-ete-canada/admissibilite.html> et le Guide du demandeur https://www.canada.ca/content/dam/canada/employment-social-development/services/funding/canada-summer-jobs/EEC2018_GuideDuDemandeur.pdf